

LAURENDEAU, André, *La crise de la conscription 1942*. Les Éditions du Jour, Montréal, 1962. 158 p.

Lionel Groulx, ptre

Volume 16, Number 1, juin 1962

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/302184ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/302184ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Groulx, L. (1962). Review of [LAURENDEAU, André, *La crise de la conscription 1942*. Les Éditions du Jour, Montréal, 1962. 158 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 16(1), 140–142. <https://doi.org/10.7202/302184ar>

LAURENDEAU, André, *La crise de la conscription 1942*. Les Editions du Jour, Montréal, 1962. 158 pages.

Un petit livre qui permettra d'apercevoir une fois de plus les aspects divers de l'écrivain: directeur de revue, biographe en sa jeunesse, journaliste souvent polémiste au *Devoir*, auteur de *Voyage au pays de mon enfance* d'une poésie si attachante. Cette fois André Laurendeau tâte un nouveau genre et nous raconte un épisode de notre histoire politique contemporaine. Quelques chapitres, presque une dizaine sur les vingt-six, où l'on nous ramène aux années 1937 et 1939, à la Grande guerre II, à l'entrée du Canada dans la mêlée et le pourquoi, à la chute de la France et à la première conscription, nous recomposent l'atmosphère de l'époque, la série d'événements qui acculeront le pays à la crise de 1942. Le Canada a pour premier ministre à l'époque, William Lyon Mackenzie King, sorte de magicien de la tactique parlementaire, pour ne pas dire autre chose, le plus dissimulé, le plus roué peut-être des politiciens anglo-canadiens

depuis sir John A. MacDonald. Impérialiste foncier, impénitent, mais profiteur, pendant quelque temps, d'une réputation de nationaliste, soigneusement entretenue par lui, ce Mackenzie King, à force de tours de passe-passe, de voltiges de prestidigitateur, réussira à embarquer son pays dans la dernière guerre impérialiste.

En 1942 voici comme se pose le problème pour le premier ministre : il a jeté son pays dans la guerre, mais il s'est engagé à ne jamais imposer la conscription. Or les États-Unis viennent de sortir de leur neutralité. En Europe les choses se gâtent. Les impérialistes anglo-canadiens ne se contentent plus d'un effort modéré. Pour porter secours à la Grande-Bretagne gravement menacée par Hitler, ils réclament l'effort total. Que va faire Lyon Mackenzie King ? Selon le mot de M. Laurendeau, il continuera de « finasser ». Il ne va pas imposer tout de go la conscription. Il voudra que le pays le relève de sa promesse de ne pas imposer l'extrême mesure de guerre et il procédera en forme de plébiscite. Au Canada français que va-t-on répondre ? Un *Oui* ? un *Non* ? La réponse des nationalistes ne se fait pas attendre : ce sera *Non*. Leur porte-parole, Maxime Raymond, député de Beauharnois (Québec), aux Communes d'Ottawa, présente cet argument d'une irréfutable logique : un contrat, un pacte d'honneur a été signé en 1939, puis ratifié aux élections générales de 1940 : « les Canadiens français acceptent de participer à la guerre, les Anglo canadiens consentent à ne jamais recourir à la conscription. » Les Canadiens français ont exécuté leur engagement. Pourquoi les autres refuseraient-ils d'exécuter le leur ? Cette logique n'empêche pas un déchaînement de passions raciales. On aperçoit quels adversaires vont s'affronter. D'un côté le bloc anglais qui, avec quelques légers tiraillements, votera *Oui*, appuyé par les ministres canadiens-français d'Ottawa, et, bien entendu, par toute la presse anglo-canadienne et la haute finance ; appuyé aussi plus ou moins ouvertement par le gouvernement de Québec et par une haute autorité religieuse de la province. Dans l'autre camp, la population canadienne-française, presque entièrement hostile à toute conscription militaire pour service outre-mer, mais dont le sentiment ne trouve à s'incarner qu'en peu de fortes personnalités. La « Ligue pour la défense du Canada » naît quand même avec, à titre d'inspirateur sinon de chef, Maxime Raymond, et pour troupes, quelques jeunes hommes, des anciens « Jeune-Canada », des hommes de bonne volonté, d'anciens bourassistes, le journal *le Devoir*. Ligue sans ressources financières, sans cadres, sans organisations autres que celles qu'on improvise à la hâte. Et Ligue qui devra mener son combat en période de guerre,

disputer sa maigre part à la radio, d'ailleurs sous la menace constante du couperet de la censure et d'autres peines qui peuvent aller jusqu'au camp d'internement.

On connaît le résultat. D'un bout à l'autre du pays et presque en bloc, le Canada français répond: *Non*. Fait pour une part inattendu qui prouve qu'en histoire, entre cause et effet il n'y a pas toujours égalité de dimension. Fait qui aura renversé les spéculations des plus habiles politiciens. Et preuve aussi de ce qu'une petite minorité, mais agissante et qui veut ce qu'elle veut, peut souvent obtenir. Ainsi qu'il arrive en toute entreprise d'histoire contemporaine, ceux-là qui ont vécu l'époque de 1942, estimeront peut-être qu'il manque quelques pièces au dossier de M. Laurendeau. Lacune inévitable. Peut-être aussi estimera-t-on que l'auteur aurait pu mesurer davantage son indulgence à l'ancien premier ministre du Canada. L'habileté, et personne ne le sait ni ne le sent mieux que l'auteur, n'absout ni de la ruse ni de la duplicité. Peut-être encore certaines pages, les pages 94, 95, accordent-elles trop d'importance à une simple gaminerie: parenthèse un peu prolongée dans un récit qui va d'ordinaire si vif et de si preste allure. Car il faut louer, sans marchandage, ce style cursif, cette narration vivante, rapide, que n'alourdisent même pas les quelques crayons de personnages, les réflexions opportunes, les digressions d'histoire politique, semés ici et là à l'occasion. On admirera tout autant la souplesse d'un esprit qui sait démêler, dégager l'essentiel des faits et des situations les plus embrouillés. Il fait d'ailleurs particulièrement plaisir de ne pas marchander l'éloge à un journaliste qui fait de l'histoire et qui la fait bien. Il y a tant de gens du même métier qui se mêlent de la même chose et qui font la leçon, et de très haut, aux historiens, sans jamais avoir mis le pied dans le plus petit dépôt d'archives. Sans doute faut-il se méfier de l'histoire contemporaine. Il faut pourtant l'écrire. Ecrite par un contemporain, témoin oral, visuel et bien au fait des exigences de l'austère discipline, la monographie devient un document irremplaçable.

LIONEL GROULX, ptre